

Table des matières

Sommaire	5
Introduction	7
Lexique	9
Chapitre I	
Le couple et les formes d'union	17
1) Nous vivons à deux : comment choisir entre mariage, cohabitation légale et cohabitation de fait? Quelles sont les principales différences au niveau de la planification successorale?	17
2) Qu'est-ce qu'un contrat de mariage et quelle est son utilité?	19
3) Quelle est la différence entre un livret de mariage, un contrat de mariage et un régime matrimonial?	20
4) Nous allons nous marier; sommes-nous obligés de conclure un contrat de mariage?	21
5) À quel moment peut-on faire un contrat de mariage ou le modifier, sous quelle forme et à quel coût?	21
6) Quels sont les différents types de régimes matrimoniaux?	21
A. Régimes de communauté	22
1. <i>Communauté universelle</i>	22
2. <i>Communauté légale</i>	22
B. Régimes de séparation	23
1. <i>Séparation de biens pure et simple</i>	23
2. <i>Séparation avec société d'acquêts</i>	23
3. <i>Séparation avec participation aux acquêts</i>	23
7) En régime de communauté, si je bénéficie d'un héritage ou d'une donation, cela devient-il commun?	24
8) Qu'est-ce qu'une récompense?	24
9) Si je me remarie, comment protéger mes enfants d'une précédente union?	25
Chapitre II	
La planification successorale	27
10) Qu'est-ce qu'une planification successorale? Quel est l'intérêt?	27
11) Quels conflits pourraient naître lors de l'ouverture d'une succession si rien n'a été planifié?	28

Section 1	Premier outil – Le contrat de mariage	29
12)	Quelles sont les incidences des différents types de régimes matrimoniaux en cas de décès?	29
	A. La communauté	29
	B. La séparation de biens pure et simple	30
13)	En quoi le contrat de mariage peut-il être un outil de planification?	30
14)	Qu'est-ce qu'un avantage matrimonial? Quelle est sa nature (onéreuse ou gratuite)?	31
15)	Quelles sont les différentes sortes d'avantages matrimoniaux?	31
	A. Les clauses extensives de l'actif commun (art. 2.3.53 et 2.3.54 C. civ.)	31
	B. Les clauses de préciput (art. 2.3.55 C. civ.)	32
	C. Les clauses de partage inégal et clause d'attribution (art. 2.3.56 et 2.3.60 C. civ.)	32
16)	Qu'est-ce qu'une clause « Casman »?	33
17)	Qu'est-ce qu'une institution contractuelle? Quelle est la différence avec une donation entre époux?	34
Section 2	Deuxième outil – La donation	34
18)	Qu'est-ce qu'une donation?	34
19)	Est-ce qu'un cadeau d'anniversaire/de Noël/de mariage constitue une donation? Quels sont les critères distinctifs?	35
20)	Mes parents m'ont aidé (financièrement), est-ce une libéralité? Devrai-je procéder au rapport de ce bien dans leur succession?	36
21)	Comment donner de l'argent, un immeuble, un portefeuille de titres, des titres de société, une entreprise? Suis-je obligé de passer chez le notaire?	36
22)	Y a-t-il des biens objet d'une donation qui requièrent une attention particulière dans le cadre d'une opération de donation?	38
	A. Le don bancaire (don de sommes d'argent ou de titres dématérialisés)	38
	B. La donation d'un contrat d'assurance-vie	39
	C. La donation de parts sociales par inscription au registre des parts	39
	D. La donation de cryptoactifs	40
23)	Comment faire une « bonne » donation bancaire?	41
24)	Puis-je donner des biens que je détiens en partie uniquement (communs, indivis)?	42
25)	Puis-je faire une donation à mon époux? <i>Quid</i> en cas de divorce ultérieur ou s'il décède avant moi?	42
26)	Mon enfant mineur peut-il recevoir une donation?	43
27)	Puis-je faire une donation en faveur de mon frère, mon neveu, un ami, une œuvre caritative?	44
28)	Quel pourcentage de mon patrimoine peut être donné de mon vivant?	45
29)	Quel pourcentage de mon patrimoine est réservé à mon conjoint?	47

30)	Puis-je faire une donation la veille de mon décès (donation <i>in extremis</i> ou <i>in articulo mortis</i>)?	47
31)	Je veux donner un coup de pouce à un de mes enfants qui se lance dans la vie. Comment faire pour que cela ne désavantage pas mes autres enfants le jour de mon décès et conserver l'équilibre?	49
32)	Puis-je donner un bien en continuant à l'utiliser?	49
33)	Puis-je donner un bien tout en utilisant le capital?	50
34)	Si je conserve l'usufruit d'une maison, qui paie les frais, impôts, petits et/ou grands travaux?	50
	A. Les réparations d'entretien	51
	B. Les grosses réparations	51
35)	Si je conserve l'usufruit d'un bien donné, cela diminue-t-il la base imposable? Comment cet usufruit sera-t-il taxé dans ma future succession?	52
36)	Comment donner un bien à mes enfants tout en protégeant mon conjoint ou cohabitant légal?	53
37)	Une donation est-elle définitive?	56
38)	Puis-je donner un immeuble en nue-propiété et obliger mon enfant à vendre quand je le souhaite?	57
39)	Que se passe-t-il si mon enfant donataire décède avant moi?	58
40)	De quelles conditions et charges puis-je assortir ma donation?	59
41)	En quoi consiste une donation <i>de residuo</i> ?	63
42)	Puis-je faire une donation sous condition de survie du donateur ou à terme de décès?	64
43)	Puis-je faire une donation de mon contrat d'assurance-vie?	64
44)	Combien coûte une donation?	65
45)	Si je fais une donation mobilière, pourquoi dois-je rester en vie pendant trois ou cinq ans?	67
46)	Quel est l'intérêt de faire des donations immobilières tous les trois ans?	68
47)	Quel est l'impact de la donation d'immeuble situé en Belgique sur une succession en Régions wallonne et flamande?	70
48)	Qui paie les droits de donation et frais de notaire?	70
49)	Ma résidence a-t-elle un impact sur le coût de la donation?	71
50)	Je veux réaliser une donation mobilière par acte authentique à l'étranger. Quelles sont les conséquences fiscales en Belgique?	71
51)	Pourquoi donner un bien immeuble dont on est propriétaire à l'étranger est-il un enjeu prioritaire?	72
	A. En ce qui concerne les droits de succession	72
	B. En ce qui concerne les droits de donation	73
Section 3 Troisième outil – L'acquisition immobilière avec la génération suivante		73
52)	Puis-je acheter un immeuble au nom de mon enfant?	73
53)	Puis-je donner à mon enfant une somme d'argent pour lui permettre d'acheter un immeuble?	74

54)	Quel est l'intérêt d'un achat en indivision avec mon enfant ?	74
55)	Puis-je vendre un immeuble à mon enfant en m'en réservant l'usufruit ou une rente ?	74
56)	Qu'est-ce qu'une acquisition scindée ou démembrée ?	75
57)	Quel est l'impact d'une acquisition démembrée (scindée) sur la future succession des parents-usufruitiers-donateurs ?	76
58)	Est-il possible d'acheter une seconde résidence en France en démembrement ? À quelles conditions ?	77
59)	Quels sont les points auxquels il faut faire attention lors d'une acquisition en démembrement de droits ou d'une vente avec réserve d'un droit viager ?	77
	A. L'identité de l'acquéreur de la nue-propriété	77
	B. La preuve de ce que le nu-propriétaire a lui-même financé l'acquisition de la nue-propriété	78
	C. Acquisition en loi Brejne	78
	D. La coordination des lois fiscales applicables dans un cadre international	79
Section 4	Quatrième outil – Le testament	79
60)	À quoi sert un testament ?	79
61)	Mon testament doit-il nécessairement être fait chez le notaire ?	80
62)	À mon décès, comment s'assurer que mes successeurs trouvent mon testament ?	81
63)	Je suis exclu de la succession, ai-je accès au testament ?	82
64)	À quoi sert un exécuteur testamentaire ?	83
65)	Une fois mon testament écrit, celui-ci est-il définitif ?	83
66)	À qui puis-je léguer mes avoirs ?	84
67)	Y a-t-il des personnes qui ne peuvent pas recueillir ma succession ?	85
68)	Je suis en conflit avec un de mes enfants, puis-je le déshériter ? Ou avantager l'un d'eux ?	86
69)	Les enfants de mon conjoint peuvent-ils être considérés comme mes propres enfants ? Puis-je les gratifier ?	87
70)	Puis-je déshériter mon conjoint ? Par exemple, si j'ai des enfants, puis-je faire en sorte que mes biens leur soient transmis directement ?	90
71)	Puis-je déshériter mon cohabitant légal ? Par exemple, si j'ai des enfants, puis-je faire en sorte que mes biens leur soient transmis directement ?	91
72)	Je souhaite que, après mon décès, mon conjoint puisse jouir des biens jusqu'à son propre décès. Comment faire ?	91
73)	Puis-je léguer mon patrimoine à mes petits-enfants directement ?	93
74)	Qu'est-ce qu'un « testament bâton » ?	94
75)	Puis-je conditionner mon legs en faveur de mon enfant à l'obligation qu'il se marie, qu'il fasse telles ou telles études, qu'il se convertisse à telle religion, etc. ?	95

76)	Quelle est la différence entre un légataire universel, à titre universel et particulier?	95
	A. Le legs universel	95
	B. Le legs à titre universel	96
	C. Le legs à titre particulier	96
77)	Quelle est la différence entre un legs en duo et un legs <i>de residuo</i> ?	96
	A. Legs en duo	96
	B. Legs <i>de residuo</i>	98
78)	<i>Quid</i> si l'une des personnes désignées dans mon testament décède avant moi ou en même temps que moi?	99
79)	<i>Quid</i> si j'ai légué un bien qui n'existe plus dans mon patrimoine au jour du décès?	99
Section 5	Cinquième outil – L'assurance-vie	99
80)	Comment fonctionne l'assurance-vie? Quel est son intérêt dans le cadre d'une planification successorale?	99
81)	Quels sont les différents types de contrats d'assurance-vie (branche 21, 23, 26 et 44?)	100
82)	Combien coûte une assurance-vie?	101
	A. Fiscalité directe	101
	B. Fiscalité indirecte	102
83)	La désignation d'un bénéficiaire est-elle considérée comme une libéralité rapportable et réductible?	102
84)	Que se passe-t-il en cas de décès du preneur/de l'assuré/du bénéficiaire avant la fin du contrat?	103
	A. En cas de décès du preneur	103
	B. En cas de décès de l'assuré	103
	C. En cas de décès du bénéficiaire	104
85)	Quel est l'avantage de souscrire un contrat d'assurance-vie à la lumière de la fiscalité applicable sur la transmission?	104
86)	À quoi faut-il faire attention lors de la donation d'un contrat d'assurance-vie?	106
Section 6	Sixième outil – Les mesures de prévoyance en cas d'incapacité	106
87)	Qui gère mes biens et prend des décisions si je ne suis plus en mesure de le faire en raison d'un accident ou d'une maladie (p. ex.)?	106
	A. La protection judiciaire/administration de biens et de la personne	106
	B. La protection extrajudiciaire/le mandat extrajudiciaire	107
88)	Si je suis incapable, qui pourra poursuivre la planification que j'ai voulue?	109
89)	Qui détermine si je suis incapable pour activer le mandat extrajudiciaire?	110
90)	Qui peut être mandataire? Puis-je en désigner plusieurs?	110
ANTHEMIS		291

91)	Que coûte un administrateur? Un mandataire extrajudiciaire?	110
	A. L'administrateur de biens et/ou de la personne	110
	B. Le mandataire extrajudiciaire	111
92)	Le mandataire peut-il vendre ma maison sans mon accord?	111
93)	Comment établir un mandat extrajudiciaire? Combien ça coûte?	111
94)	Une fois le mandat signé, peut-on changer de mandataire ou changer d'avis sur les pouvoirs conférés?	112
95)	Si je ne les ai pas prévenus, comment mes proches auront-ils connaissance de l'existence de mon mandat?	112
96)	Qui surveille la bonne mise en œuvre du mandat par mon mandataire? Mon mandataire pourrait-il vider mes comptes?	113
97)	Qu'est-ce qu'une déclaration anticipée relative à l'euthanasie? Puis-je la prévoir dans mon mandat extrajudiciaire?	113
98)	Si je déménage à l'étranger pour ma retraite, mon mandat belge sera-t-il toujours valable?	114
99)	Puis-je faire un mandat extrajudiciaire de droit belge si je réside à l'étranger?	114
Section 7	Septième outil – La fondation privée	115
100)	Dans quelles hypothèses peut-on utiliser le mécanisme de la fondation privée?	115
101)	Dans quelle mesure la fondation est-elle un outil de planification successorale?	116
102)	Des droits de succession sont-ils dus en cas de distribution(s) d'une fondation?	116
Section 8	Huitième outil – Le trust	118
103)	Qu'est-ce qu'un trust?	118
Section 9	Neuvième outil – La société simple, la société sans personnalité juridique	122
104)	Qu'est-ce qu'une société simple?	122
105)	Que peut-on apporter dans une société simple?	122
106)	Quels sont les avantages et inconvénients d'une société simple?	122
107)	La société simple est-elle un outil de planification successorale?	123
108)	Quel est le régime fiscal d'une société simple?	124
Section 10	Dixième outil – La société avec personnalité juridique	124
109)	Quelle est la taxation lors de l'entrée de l'immeuble dans la société?	124
110)	Quelle est la taxation lors de la sortie de l'immeuble de la société?	124
111)	Quels sont les avantages de l'apport d'immeuble à une société?	125
112)	Quels sont les inconvénients de l'apport d'immeuble à une société?	125

113)	Est-il préférable d'acheter en société ou à titre privé son logement familial?	125
114)	<i>Quid</i> d'une seconde résidence?	126
Section 11	Onzième outil – Le pacte successoral	126
115)	Puis-je renoncer à l'avance à la future succession d'un de mes parents?	126
116)	Quels sont les différents types de pactes?	126
117)	Quelle est la procédure à respecter?	127
Chapitre III		
L'ouverture d'une succession		129
Section 1	Que faire quand un décès survient?	129
118)	Quelles sont les premières démarches à accomplir après le décès d'un proche, dans les premières heures, les premiers jours et les premiers mois?	129
119)	Peut-on faire don des organes ou du corps du défunt à la science?	130
120)	Quel est le rôle du notaire?	130
121)	Qui choisit le notaire?	130
122)	Si je souhaite recourir aux services d'un notaire pour régler la succession, quels sont les documents à lui communiquer?	131
123)	Pourquoi les comptes bancaires du défunt sont-ils bloqués au moment de son décès?	131
124)	Comment faire pour avoir accès et débloquer les comptes?	132
125)	Qui paie les factures tant que tout n'est pas réglé entre mes successeurs?	132
126)	Qui s'occupera de mes enfants mineurs après mon décès?	133
127)	À quoi faire attention dans le cadre du règlement d'une succession en présence d'un héritier mineur?	133
Section 2	Le droit applicable	134
128)	Je réside en Belgique, mais je suis d'une autre nationalité, quel droit s'appliquera à ma succession?	134
129)	Si, étant résident belge, je décède pendant mes vacances en Italie, quel droit s'appliquera?	134
130)	Puis-je choisir d'appliquer la fiscalité luxembourgeoise, suisse ou autre à ma succession, car je l'estime plus intéressante que la fiscalité belge?	135
131)	Je réside en Belgique, mais je possède des biens à l'étranger. Quel pays les imposera au jour de mon décès?	136
132)	Je réside et décède en Belgique, mais j'ai un héritier résident français, un héritier résident belge et le dernier réside en Irlande. Quelle fiscalité viendra à s'appliquer?	136
133)	Je suis fonctionnaire européen. Quel régime fiscal trouvera à s'appliquer à ma succession? Cela est-il différent si je suis retraité?	137
ANTHEMIS		293

Section 3	La dévolution légale	138
134)	Si je ne fais pas de testament, comment sera réparti mon héritage?	138
	A. Les lignes de parenté	138
	B. La règle des ordres	139
	C. La règle de la proximité des degrés	139
	D. La règle de la fente	140
	E. La règle de la substitution	141
135)	Si au jour de mon décès, l'un de mes enfants est déjà décédé, qui hérite de sa part?	143
136)	Concrètement, que se passe-t-il dans les cas suivants, à défaut de testament?	144
137)	Que se passe-t-il si mon époux, mes enfants et moi-même décédons en même temps (lors d'un accident d'avion p. ex.)?	146
138)	Mon parent avait de nombreuses dettes, suis-je obligé d'accepter sa succession? Quelles en seront les conséquences?	147
139)	Combien de temps ai-je pour exercer mon option?	148
140)	Si je refuse la succession de l'un de mes proches, puis-je malgré tout organiser ses funérailles?	149
141)	Comment dois-je exercer mon option?	149
	A. L'acceptation se fait soit expressément, soit tacitement	149
	B. L'acceptation se fait sous bénéfice d'inventaire	150
	C. Renonciation	150
142)	Une fois l'option exercée, puis-je changer d'avis?	151
143)	<i>Quid</i> si j'ai moi-même des dettes? Puis-je renoncer à une succession afin de me rendre insolvable?	151
144)	Si je refuse la succession de mon parent, puis-je bénéficiaire de celle de mon grand-parent?	152
145)	Que se passe-t-il si aucun héritier ne se manifeste?	152
146)	Quelle est la différence entre un certificat d'hérédité, un acte d'hérédité et un certificat d'hérédité immobilier?	153
	A. L'acte d'hérédité	153
	B. Le certificat d'hérédité	153
	C. L'acte d'hérédité immobilier	154
Section 4	La dévolution testamentaire – Quotité disponible et réserve	154
147)	Mon parent m'a déshérité, que puis-je faire?	154
148)	Comment déterminer les libéralités qui doivent être réduites?	155
149)	Si je suis déshérité, quels sont les biens que je vais recueillir?	158
150)	Combien de temps ai-je pour réclamer ma part réservataire?	158

Section 5	La liquidation de la succession	159
151)	Que veut dire « liquider » une succession ?	159
152)	De quoi se compose cette masse de partage ?	160
153)	Qu'est-ce que le rapport successoral ?	160
154)	Quelle est la différence entre le rapport et la réduction ?	161
155)	Qu'est-ce que la règle des « vingt ans » ?	161
Section 6	Le partage de la succession	162
156)	Qui prend possession des biens jusqu'au partage effectif de ceux-ci ?	162
157)	Qu'est-ce que la délivrance de legs et l'envoi en possession ?	163
158)	Je souhaite racheter la part de mon frère dans un immeuble de la succession, mais mon frère s'y oppose. Puis-je le forcer à me vendre sa part ? Puis-je le forcer à reprendre ma part/à vendre ?	164
159)	Je me trouve en indivision avec mes frères et sœurs sur des biens mobiliers, comment pourrais-je partager ces biens à l'amiable ?	165
160)	Que signifie un recel successoral ?	166
161)	Que signifie une captation d'héritage ?	167
162)	Que faire quand un héritier bloque le règlement de la succession ?	167
	A. La phase judiciaire liminaire	167
	B. Réunion d'ouverture des opérations	167
	C. L'inventaire et la prestation de serment	168
	D. Les revendications	168
	E. Observations	168
	F. État liquidatif	169
	G. Contredits par les parties sur l'état liquidatif	169
	H. Phase judiciaire	169
Section 7	Parlons fiscalité successorale en Belgique...	171
163)	Quels sont les types d'impôts successoraux en Belgique ?	171
	A. Les droits de succession	171
	B. Les droits de mutation par décès	171
164)	Quelle est l'étendue de la fiscalité applicable à ma succession en Belgique ?	171
	A. Pour les « habitants du Royaume »	172
	B. Pour les « non-habitants du Royaume »	172
165)	Comment savoir si le défunt est un habitant du Royaume ou un non-habitant du Royaume ?	172
166)	Quelle Région (en Belgique) est compétente pour taxer la succession ?	173
167)	Quelles sont les conditions du prélèvement de l'impôt successoral ?	174
168)	Quelle est la base imposable de la succession ?	174

169)	Quelles sont les fictions successorales (actifs fictifs)?	175
	A. Intégration des donations mobilières dans l'actif successoral (art. 7 C. succ.; 2.7.1.0.5 C.F.F.)	175
	B. La présomption de propriété (art. 108 C. succ.; 2.7.3.2.5 C.F.F.)	176
170)	Quelles sont les fictions successorales (legs fictifs)?	176
171)	Dois-je conserver mes extraits bancaires pendant dix ans?	177
172)	Qu'est-ce que la déclaration de succession? Suis-je obligé de déposer une telle déclaration?	178
173)	Quel est le délai légal de dépôt de la déclaration de succession et du paiement de l'impôt?	178
174)	Une fois la déclaration déposée, puis-je la corriger?	179
175)	Quels éléments doivent figurer sur la déclaration de succession?	180
176)	Comment déterminer la valeur des biens déclarés?	180
	A. Détermination au moment de la déclaration	180
	B. Contrôle <i>a posteriori</i> de la valeur par l'administration	181
177)	Quels sont les risques si je déclare une valeur inférieure à la valeur vénale?	183
178)	À combien s'élèveront les droits de succession?	184
	A. Région wallonne	185
	1. <i>En ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux</i>	185
	2. <i>Entre frères et sœurs</i>	186
	3. <i>Entre oncles/tantes et neveux/nieces</i>	186
	4. <i>Entre toutes autres personnes</i>	187
	B. Région de Bruxelles-Capitale	187
	1. <i>En ligne directe, entre partenaires (entre époux, entre cohabitants légaux et entre cohabitants de fait de plus d'un an et qui tiennent un ménage commun)</i>	187
	2. <i>Entre frères et sœurs</i>	188
	3. <i>Entre oncles/tantes et neveux/nieces</i>	188
	4. <i>Entre toutes autres personnes</i>	188
	C. Région flamande	189
	1. <i>En ligne directe et entre partenaires</i>	189
	2. <i>Entre frères et sœurs</i>	190
	3. <i>Entre toutes autres personnes</i>	190
179)	Au décès de mon conjoint, vais-je devoir vendre notre logement familial pour payer les droits de succession y relatifs?	190
180)	De quelles exemptions et réductions les successeurs peuvent-ils bénéficier?	193
	A. Exemption de base (art. 54 C. succ./2.7.5.0.1 C.F.F.)	194
	B. Réduction des droits de succession pour enfants à charge (art. 56 C. succ./2.7.5.0.1 et 2.7.5.0.2 C.F.F.)	196
	C. Autres réductions ou exemptions	197

181)	Les personnes morales (ASBL, fondations, etc.) bénéficient-elles d'une fiscalité avantageuse lorsqu'elles recueillent des avoirs successoraux ?	197
182)	Des mesures existent-elles pour permettre à une entreprise familiale de perdurer malgré le paiement de droits de succession y relatifs ?	199
183)	Que se passe-t-il si un non-habitant du Royaume dispose d'un immeuble en Belgique ? Faut-il également déposer une déclaration de succession ?	200
184)	Comment puis-je savoir dans quel pays je devrai payer des droits de succession ?	200
185)	Est-il possible de payer plus de droits de succession qu'il n'y a d'actifs dans la succession ?	201
186)	Qui est redevable des droits de succession ?	205
187)	Dans quel délai les droits de succession doivent-ils être payés ?	206
188)	Comment puis-je payer de manière « classique » les droits de succession ?	206
189)	Puis-je payer les droits de succession en cédant un bien du patrimoine du défunt ?	206
190)	Je ne suis que nu-propriétaire. L'État peut-il me faire crédit jusqu'à ce que je devienne plein propriétaire ?	207
191)	Je paie les droits de succession en retard. Quel est le risque ?	208
192)	Je souhaite payer les droits de succession tout en préservant mes droits. Que dois-je faire ?	208
193)	Comment gérer la question du cash-flow nécessaire au paiement de l'impôt successoral ?	208
	A. Assurance obsèques	208
	B. Assurance droits de succession	209
	C. Don de liquidités	209
194)	Existe-t-il une solidarité pour le paiement entre les héritiers repris dans une même déclaration de succession ?	209
195)	Qu'est-ce que l'abus fiscal ?	210
196)	Quels sont les pouvoirs de contrôle de l'administration ?	211
197)	Quelles sont les conséquences en cas de fraude ?	211
198)	Puis-je solliciter une remise des amendes ?	213
199)	Puis-je solliciter une remise des intérêts ?	214
200)	Quels sont les délais de prescription en matière successorale ?	214
	A. Prescription de deux ans	214
	B. Prescription de cinq ans	215
	C. Prescription de dix ans	215
	Repères chiffrés	217
	Annexes	227
	Liens utiles	285
	ANTHEMIS	297